

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division Bar le Duc
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer - CS70542
55013 Bar Le Duc Cedex

Bar Le Duc, le 27/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC PLASTIQUES

ZI de Chicago
Rue de l'Avenir
55100 Verdun

Références : SV/268-2025

Code AIOT : 0006204822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 Verdun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par message électronique du 21 mai 2025 à 9h03, le Service de la Protection Civile de la préfecture de la Meuse informe l'inspection d'un incendie sur une centaine de ballots plastiques stockés à l'extérieur des bâtiments de la société PAPREC PLASTIQUE à VERDUN. L'incendie a été maîtrisé à 8 h30. L'inspection réalise une visite de contrôle dans le cadre de cet accident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 Verdun
- Code AIOT : 0006204822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PAPREC PLASTIQUE est autorisée à exploiter un centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur la commune de VERDUN par arrêté préfectoral n°2023-2707 du 8 novembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les annexes et l'étude flumilog du porter à Lconnaissance (PAC) de 2024. L'exploitant a informé l'inspection que suite aux constats réalisés lors de la visite du 21 mai 2025, il souhaitait mettre à jour ce PAC en modifiant les îlots de stockages et leur disposition. L'inspection constate une situation imprécise entre le contenu de l'arrêté préfectoral pris en novembre 2023, le porter à connaissance de 2024 et la prochaine mise à jour de ce PAC.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration accident ou incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 51	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Organisation et aménagement des stockages	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 52	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion des eaux polluées et résiduaires internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 37	Sans objet
5	Moyen de détection et de	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 45	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lutte		
6	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie est survenu sur le site de PAPREC (centre du site). Celui-ci a été contenu à l'intérieur du site grâce à l'intervention de 13 employés, jusqu'à l'arrivée des pompiers. Cependant lors de la visite de contrôle, l'inspection a constaté que la société PAPREC stocke des matières plastiques et bennes de déchets en dehors de son site et que la hauteur des îlots de stockages dépasse la hauteur fixée par arrêté préfectoral et dépasse également les murs coupe-feu permettant de prévenir la propagation d'un incendie à un autre îlot. Un projet d'arrêté de mise en demeure est par conséquent proposé pour le respect des conditions de stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration accident ou incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, incendie sur casier de matières plastiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par message électronique du 31 mai 2025 à 12 h20, la société PAPREC PLASTIQUES a déclaré à l'inspection un départ de feu sur son site. Le feu a été contenu sur le site et éteint à 8h30 selon la déclaration de l'exploitant.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un rapport d'accident à l'inspection dans un délai de 15 jours .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 51

Thème(s) : Risques accidentels, Quantité de matières plastiques et déchets stockés

Prescription contrôlée :

Article 51 : État des stocks

L'exploitant tient à jour un état des quantités de déchets et matières plastiques stockées. Cet état indique par ailleurs la localisation et la nature des déchets et matières stockés.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition [...] de l'inspection des installations classées.

Art 4 : Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	N a t u r e d e l' i n s t a l l a t i o n	Régime
2662-1	Stockage de polymères 1. Le volume susceptible d'être présent étant supérieur ou égal à 1000 m ³	Quantité maximale de déchets de plastiques ou de matières plastiques susceptible d'être stocké : 29 986 m ³ Déchets de papiers/cartons/bois et DND autres : 688 m ³ Soit un total maximal de déchets pouvant être présent dans l'établissement de 30 674 m³	E
2714-1	Installation de transit ,	E	

	t r a n s i t , regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, p l a s t i q u e s , caoutchouc, textiles, bois 1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³		
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

E installations et équipements classés sous le régime de l'enregistrement.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection son état des stocks de matières plastiques et de déchets le jour de l'incendie, permettant au minimum de justifier que la quantité de matières stockées sur son site ne dépasse pas les 29 986 m³ de matières plastiques ou déchets prévu à l'article 4 et par conséquent les 30674 m³ au total.

L'inspection a également constaté en arrivant sur site que l'exploitant stocke des matières sur le site voisin (cf.point de contrôle n°3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de mettre en place un état des stocks régulièrement mis à jour et répondant aux dispositions du présent article puis de transmettre à l'inspection l'état des stock détaillé des matières et déchets présents sur le site et sur la parcelle voisine, le jour de l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Organisation et aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 52

Thème(s) : Risques accidentels, Stockages de matières et déchets plastiques

Prescription contrôlée :

Les stockages sont divisés en plusieurs volumes unitaires (îlots) tels que définis sur les documents **annexés** au présent arrêté.

« Extrait du document en annexe :

Îlot	Matière/déchet	rubrique	Surface (m ²)	Hauteur (m)	V o l u m e (m ³)	conditionnement
39	Plastiques	2662/2714	198	3	594	Casier

Sur le plan de stockage en annexe, un mur coupe-feu sépare l'îlot 38 et 39. »

Des passages libres d'au moins deux mètres de large sont réservés latéralement autour de chaque îlot de stockage de façon à faciliter l'intervention des services de secours en cas d'incendie.

[...]

Les volumes stockés, les hauteurs de stockage ainsi que les dispositif coupe feu respectent les dispositions reprises dans les documents annexés au présent arrêté.

[...]

Constats :

L'inspection a contrôlé l'organisation et l'aménagement des stockages par sondage et notamment deux points suivants:

1-l'implantation générale des stockages et

2- la hauteur et la superficie de l'îlot 39, où s'est déclaré l'incendie (correspondant au numéro 42 dans le dossier PAC de 2024 avec les mêmes caractéristiques).

Concernant le point 1 :

L'inspection a constaté que l'exploitant est stocke ses matières plastiques et autres déchets sur la propriété de la société voisine (parcelles cadastrales BP 0019 et BP 0164). L'exploitant a estimé stocker environ 149 tonnes de matières plastiques et autres déchets hors de son site.

Concernant le point 2 :

Cet îlot 39 se trouve à proximité du bâtiment 5. L'inspection a constaté que cet îlot a les dimensions suivantes : 198 m² pour une hauteur variant de 3 à 4 mètres de hauteur, selon la nature du plastique stocké. La hauteur de l'îlot 39 ne respecte pas les prescriptions de l'article 52.

De plus, le mur coupe feu séparant l'îlot 39 de l'îlot 38 a une hauteur inférieure à 4 m. L'inspection a constaté que la hauteur totale des casiers de l'îlot 39 dépasse la hauteur du mur coupe feu séparant l'îlot 39 de l'îlot 38. De ce fait, la propagation d'un incendie de l' îlot 39 vers l'îlot 38 est probable alors qu'elle n'est pas prise en compte dans l'étude de danger de la demande ayant conduit à l'arrêté préfectoral de 2023.

Un passage libre d'au moins deux mètres de large permet l'accès à l'îlot 39.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter le plan de stockage définis par son arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Gestion des eaux polluées et résiduaires internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées et les eaux d'extinction d'un incendie sont confinées dans le bassin de régulation [...]</p> <p>Les eaux polluées sont dirigées, en fonction des résultats d'analyses, vers l'une des filières de traitement autorisées par le présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté qu'il existe autour de l'îlot 39 trois avaloirs permettant de collecter les eaux d'extinction incendie vers le bassin de rétention (ou régulation). L'exploitant s'est engagé à rechercher la filière de traitement adaptée après analyses des eaux contenues dans le bassin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats d'analyses des eaux d'extinctions incendie et les documents justifiant de l'élimination de ces eaux vers une filière de traitement autorisée (bordereau de suivi de déchets).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyen de détection et de lutte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte et de détection adaptés aux risques à défendre, et au minimum ceux définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau d'incendie d'une capacité de 240 m³, implantée à proximité du bâtiment 1, • une réserve d'eau d'incendie d'une capacité de 240 m³ implantée à proximité du bassin de rétention et de régulation des eaux, • 240 m³ d'eau disponible dans la cuve de 500 m³ nécessaire pour le process au niveau du bâtiment 6 ; • deux poteaux d'incendie normalisé [...] chacun situé à l'extérieur du site,[...] <p>Les moyens de lutte contre un incendie doivent pouvoir être accessibles et mis en œuvre à tout moment.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence, sur le site, de deux réserves d'eau de 240 m³ chacune ; une situées à proximité du bâtiment 1 et une à proximité du bassin de rétention et de régulation des eaux. Le bâtiment 6 n'ayant pas encore été construit, la troisième réserve d'eau de 240 m³ disponible se trouve en limite de propriété, à l'ouest du site (côté avenue des Poilus).</p> <p>L'inspection constate également la présence de deux poteaux incendie situés à l'extérieur du site. Le poteau incendie utilisé par le SDIS pour éteindre l'incendie du 21 mai 2025 est implanté à proximité du bâtiment 1 de PAPREC, sur le site de la société voisine.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie ont été accessibles et mis en œuvre afin de contenir l'incendie du 21 mai 2025 à l'intérieur du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 46</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir avant l'exploitation des installations, un plan de secours interne</p> <p>[...]</p> <p>Ce plan de secours est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son plan de secours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>